

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT NIXON

Pour un voyage en Jordanie et au Proche-Orient, M. Nixon, après l'étape de Djeddah, est attendu ce samedi après-midi à Damas, où il sera accueilli à l'aéroport international de Khaldé par le général Assad. Pour la première fois depuis 1967, la bannière drapeau flotte dans les rues de Damas, mais tout indique que l'accueil sera moins chaleureux qu'en Egypte.

L'arrivée du président américain coïncide avec la prise en charge, ce samedi matin, par les forces armées syriennes, du secteur sud-est de la poche occupée par Israël au cours de la guerre d'octobre. Ce secteur, qui va du village de Tal-Cham à celui de Tel-Ez-Zamal, en bord de la ville de Samat, couvre environ soixante kilomètres carrés.

L'étape égyptienne du voyage du président Nixon a suscité de nombreux commentaires à travers le monde.

EN ISRAËL, où le chef de l'exécutif américain est attendu dimanche, le ministre des Affaires étrangères, M. Ygal Allon, évoquant l'importance du voyage du président des États-Unis, a déclaré que ce voyage était une étape importante dans la réalisation de la paix au Proche-Orient. M. Allon a souligné que le président Nixon avait une grande expérience de la diplomatie et qu'il était sûr que son voyage contribuerait à la réalisation de la paix.

En Jordanie, le roi Fayçal, pas de paix durable, ne pourrait pas retourner chez eux.

Le roi Fayçal, pas de paix durable, ne pourrait pas retourner chez eux.

L'aide nucléaire à l'Égypte critiquée au Congrès

De notre correspondant

Washington. — Malgré les assurances données des officiels, l'accord nucléaire avec l'Égypte a provoqué au Congrès américain de vives réserves, et parfois franchement critiques. Beaucoup de sénateurs estiment en effet que l'Égypte n'est pas suffisamment démocratique pour bénéficier de l'aide nucléaire. M. Kennedy, qui a voté l'accord, a déclaré que l'Égypte n'est pas suffisamment démocratique pour bénéficier de l'aide nucléaire. M. Kennedy a déclaré que l'Égypte n'est pas suffisamment démocratique pour bénéficier de l'aide nucléaire.

LE RETOUR À LA JORDANIE DE LA JÉRUSALEM ARABE

[Suite de la première page.]

Certes, les liens qui unissent le royaume arabe au monde arabe sont étroits et si notoire qu'il n'est pas utile que le demi-million d'habitants d'Oudjda ne jurent dans la rue pour impressionner M. Nixon ou lui manifester sa sympathie. Certes aussi, l'accord de coopération entre le prince Faisal, second vice-président du régime, et le ministre de l'Intérieur, viant de signer à Washington, est, par avance, tout porte pratique à l'écarter de vingt-cinq heures (soit autant que dans les autres capitales du Proche-Orient), à l'exception de l'Égypte, qui a eu droit à quarante-huit heures (soit plus que dans les autres capitales du Proche-Orient).

Le roi Fayçal : pas de paix durable, ne pourrait pas retourner chez eux

A l'occasion de la guerre d'octobre, l'Union des Saoudiens à l'égard du roi Fayçal a été très dure, et cela a été très dur pour le roi Fayçal. Le roi Fayçal a déclaré que la paix durable ne pourrait pas être obtenue sans la participation de tous les États du Proche-Orient.

Le roi Fayçal : pas de paix durable, ne pourrait pas retourner chez eux

Le roi Fayçal a déclaré que la paix durable ne pourrait pas être obtenue sans la participation de tous les États du Proche-Orient.

Les risques de « détournement » à des fins militaires sont minimes

L'accord pour la fourniture de centrales nucléaires à l'Égypte n'est pas susceptible de bonifier l'équilibre militaire au Proche-Orient, de même dans un cadre proche. D'une part l'usage normal de ces centrales est strictement civil, d'autre part leur détournement à des fins militaires ne serait ni facile ni rapide.

AFRIQUE

A LA CONFÉRENCE DE MOGADISCIO

L'O.U.A. exige de Lisbonne la reconnaissance pure et simple de l'indépendance des territoires d'outre-mer

Les conversations sur le processus de M. Nao Khaspaki au poste de secrétaire général ont duré le vendredi 14 juin, les travaux de la conférence des chefs d'État membres de l'Organisation de l'Unité africaine à Mogadiscio.

Après le débat sur les colonies portugaises, les chefs d'État ont abordé le principe d'une normalisation des relations avec Lisbonne, c'est-à-dire pure et simple de l'indépendance à ces territoires.

AFRIQUE

A LA CONFÉRENCE DE MOGADISCIO

L'O.U.A. exige de Lisbonne la reconnaissance pure et simple de l'indépendance des territoires d'outre-mer

Les conversations sur le processus de M. Nao Khaspaki au poste de secrétaire général ont duré le vendredi 14 juin, les travaux de la conférence des chefs d'État membres de l'Organisation de l'Unité africaine à Mogadiscio.

Après le débat sur les colonies portugaises, les chefs d'État ont abordé le principe d'une normalisation des relations avec Lisbonne, c'est-à-dire pure et simple de l'indépendance à ces territoires.

AFRIQUE

A LA CONFÉRENCE DE MOGADISCIO

L'O.U.A. exige de Lisbonne la reconnaissance pure et simple de l'indépendance des territoires d'outre-mer

Les conversations sur le processus de M. Nao Khaspaki au poste de secrétaire général ont duré le vendredi 14 juin, les travaux de la conférence des chefs d'État membres de l'Organisation de l'Unité africaine à Mogadiscio.

Après le débat sur les colonies portugaises, les chefs d'État ont abordé le principe d'une normalisation des relations avec Lisbonne, c'est-à-dire pure et simple de l'indépendance à ces territoires.

POUR BEATE KLARSFELD

Le 26 juin la cour d'appel de Cologne, en Allemagne, a rendu son verdict dans l'affaire Beate Klarsfeld.

Cette jeune Allemande, française par mariage, mère de deux jeunes enfants, est allée dans ce pays d'origine pour solliciter publiquement et pacifiquement la totale impunité des crimes nazis qui ont été commis en France à l'époque de l'occupation et qui ont été sévèrement condamnés en France par la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

Beate Klarsfeld a été condamnée à deux ans de prison pour avoir organisé une manifestation à Paris en faveur de la justice.

M. Pierre Mauroy expose les conditions d'un regroupement des socialistes

**LE NOUVEAU PARTI
COMMUNISTE**

L'ARMÉE FRANÇAISE
AVAIT DÉJÀ DÉFILÉ
AU COURS DE VINCENTE
À LA RÉPUBLIQUE

aux des commissions parlementaires.

● ТРАВУДИ

● **TRAVAIL.** Le cabinet de M. Michel Durafour, ministre du travail, dirigé par M. Pierre Schoplin, est ainsi composé : M. Michel de Guillehmidt, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé chargé de mission, et MM. Roger Fenech, inspecteur central des impôts, et Barthélemy Raynaud, ingénieurs des ponts et chaussées, conseillers techniques.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'EXEMPLE DE VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

Un district ne peut être dissous sans l'accord des intéressés

Lyon. — Le tribunal administratif de Lyon a annulé, pour excès de pouvoir, l'arrêté du préfet du Rhône qui avait constaté la « cessation de l'un des activités » du district urbain de Villefranche-sur-Saône (le Monde 10 février).

Constaté le 27 mars 1962 par les communes de Villefranche-sur-Saône, Amas, Glisaz et Lissas, le district en question paraissait de nature à satisfaire les intérêts respectifs de ceux qu'il réunissait. Il offrait à Villefranche-sur-Saône la possibilité de trouver sur le territoire des trois autres communes à caractère rural les services nécessaires à son expansion économique. De la même façon, les autres partenaires tirant du district des avantages pour le développement d'opérations que leurs seules ressources n'auraient pas permis.

Le conflit éclata en 1972, lorsqu'il fut question de l'annexion des communes de Villefranche-sur-Saône. Les municipalités d'Amas, de Glisaz et de Lissas s'y opposèrent, et, à partir de ce moment, le fonctionnement du district se trouva entravé, le président,

M. Charles Germain, maire de Villefranche-sur-Saône, refusant d'en réunir le conseil. C'est dans ces conditions que le préfet du Rhône, après avoir vainement cherché à concilier les oppositions, a jugé qu'il lui était en droit de constater la cessation de l'un des activités de ce district impossible.

Saisi par les municipalités d'Amas, de Glisaz et de Lissas, le tribunal administratif de Lyon, après avoir examiné l'arrêté préfectoral à une détermination de dissolution, considérant dans son jugement qu'il est entaché d'excès de pouvoir. Le tribunal rappelle d'abord les dispositions de l'article 4 de l'ordonnance du 5 janvier 1962, aux termes desquelles la modification des conditions initiales de fonctionnement et de durée d'un district est autorisée à une délibération du conseil de district, prise à la majorité des deux tiers au moins de ses membres représentant plus de la moitié de la population, ou de la majorité des deux tiers au moins de ses membres représentant plus de la moitié de la population. Et il ajoute : « Il ressort de ce texte que le loi a entendu autoriser en deux hypo-

thèses la dissolution d'un district à une délibération favorable de son conseil. Les principes susévoqués ont été appliqués à la nouvelle loi de décentralisation de 1963, à l'article 129, qui prévoit la dissolution d'un district à la majorité des deux tiers au moins de ses membres représentant plus de la moitié de la population, ou de la majorité des deux tiers au moins de ses membres représentant plus de la moitié de la population. Et il ajoute : « Il ressort de ce texte que le loi a entendu autoriser en deux hypo-

● UNE USINE AMÉRICAINE A L'ESTER (PARIS-DE-CALAIS). — La société américaine Campbell, qui a été créée par l'industriel de la région de l'Est, a installé une usine de fabrication de pâte pasteurisée. Elle emploiera au moins cent personnes et sera mise en service au début de l'été. Le groupe Campbell-Tigart, dont le siège est à Dallas (Texas), emploie treize mille cinq cents personnes.

A PROPOS DE...

L'INSTALLATION DE POLYTECHNIQUE A PALAISEAU

De grandes écoles pour les petites villes

De nombreux anciens élèves de l'école polytechnique ne veulent toujours pas que leur école quitte le centre de Paris. Au cours de l'assemblée générale annuelle des anciens élèves de l'école polytechnique, une motion de censure a été votée par 628 voix contre 424 contre la hausse de l'association, accusée de n'avoir pas fait tous les efforts nécessaires pour empêcher le déplacement de l'école à Palaiseau (Seine-et-Oise) (1).

Les grandes écoles, qui « produisent » les plus éminents hommes de l'État et des hommes politiques éminents des plus hautes responsabilités, ont-elles une sorte de droit divin à s'installer dans la capitale ou à n'importe quel endroit ?

L'école nationale d'administration, Polytechnique, l'école des mines, celle des ponts et chaussées, sont-elles à ce point attachées et indissociables à la ville de Paris que ce serait pour elles déchoir que d'aller édifier leurs bâtiments ou leurs laboratoires et d'y dispenser leurs études ?

Revenir à la province, ce n'est pas, en effet, se contenter de décentraliser : des usines, des bureaux ou des instituts universitaires de technologie ; c'est y créer une vie et une culture riche, qui favorise le dévelop-

pement sous toutes ses formes ; c'est notamment y créer de grandes écoles, qui créent des responsabilités, du pouvoir économique, financier, culturel, politique.

Les responsables de l'aménagement du territoire sont bien conscients de cette nécessité, et des études récentes ont été réalisées en ce sens, montrant l'excès de concentration — l'entassement — des établissements de recherche scientifique ou des administrations de l'État dans la capitale.

Toutefois, des efforts ont été faits dans un passé récent : par exemple, le Centre national d'études judiciaires s'est installé à Bordeaux ; l'école de la santé publique à Paris ; l'école des mines de l'énergie à Toulouse.

On ne peut que souhaiter de voir continuer à se poursuivre la décentralisation des établisse-

ments d'enseignement supérieur. Transférer l'école nationale d'administration dans une ville nouvelle ou dans une grande métropole, par exemple, ne serait pas contraire à la politique que proposent et que conduisent avec conscience les responsables de l'aménagement du territoire, dont le plus grand est des anciens élèves de l'ENA.

Et puis, il faut, dans ce domaine comme dans les autres, que l'État donne l'exemple, pour qu'il ne soit pas de l'ordre de l'installation de l'État dans une sous-préfecture trop éloignée, mais simplement de l'installation dans une ville nouvelle de la région parisienne ou dans une grande cité du Bassin parisien ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Cette manifestation de mauvaise humeur n'est pas la seule. La direction de l'Université a déjà été mise en minorité dans le conseil d'administration de 1973 (le Monde 20 juin 1973). Les étudiants du Centre ont voté par 100 voix contre 50 la proposition de démission de leur président. Rappelons qu'il y a actuellement une crise au sein de la technocratie.

Actuellement, la première tranche des travaux de la nouvelle école de Palaiseau — en architecture — est achevée. Les travaux de construction de la seconde tranche sont en cours. Les travaux de construction de la troisième tranche sont en cours.

ENVIRONNEMENT

La défense de la nature dans la bataille politique

(Suite de la première page.)

Les uns et les autres dans lesquelles on trouve souvent les mêmes responsables — se retrouvent au sein du Comité de la charte de la nature, organisme de concertation, fondé en 1972 et qui se réunit régulièrement autour d'une table les représentants de tous les milieux territoriaux ou sectoriels.

La « charte » du mouvement « environnementaliste » — qui, pour la droite ne s'arrête pas — est pour la réforme des lois, des institutions et des hommes. Il veut infliger les décisions des législateurs à l'ensemble de la nation, à la fois les élus de la nature et les élus du progrès. Son texte de référence : la charte de la nature, qui a recueilli deux cent mille signatures.

Sur son aile gauche marchent les plus redoutables des groupes de jeunes chevronnés qui veulent imposer les « dynamiques » de la société industrielle à la croissance zéro. Sur son aile droite, on trouve les représentants atomiques. Ils ont fondé, en avril 1973, un comité moralisateur nucléaire et recueilli cinquante mille signatures.

Arrivent les prévisionnistes. On songait, lui et là, à une candidature de sensibilisation. Voici l'occasion. Quelques journalistes de « centre » et quelques militants de la gauche se réunissent, discutent, consultent. Les caducques prennent par téléphone se réunissent. Un nom sort : celui de René Dumont. Il est professeur, expert international, rallié aux thèmes du changement de

société et il ne fait partie d'aucun mouvement. Il est à la fois porte-parole de l'écologie ? Il accepte et dans une improvisation remarquable se livre, aux limites du factuel, il même se livre à la bataille politique.

La « gauche » la seconde. Une centaine de comités fleurissent sur le territoire. Ils ont pour but de réserver. Deux ou trois grandes fédérations régionales se rangent à ses côtés, mais la plupart ne bougent pas. Le Comité de la charte de la nature, sans plus la Fédération des sociétés de protection de la nature ne souffre plus. M. René Dumont ne sort pas du sérial. Les militants de la gauche se réunissent. Ils puisent dans le mouvement qui a déjà bien de la peine à se faire entendre un soutien ? Enfin, on prend un sérieux ? Enfin, on s'engage ?

La surprise du second tour

Pourtant c'est la surprise : trois cent quarante mille bulletins pour : du côté des grandes associations, des centaines de « divisions » lancées par les associations politiques. Les bulletins politiques seraient-ils donc plus fournis qu'un autre ?

Un second tour, c'est à qui ramènera ces francs-tireurs qui vont peut-être faire la décision. Le mouvement reprend espoir et les partis dressent l'oreille. De part et d'autre les questionnaires : il s'agit d'obliger les deux candidats à parler enfin de qualité de vie à définir leur programme d'environnement.

Talord, les élus-majors politiques dépendent au coup par coup. Manifestement on n'est pas prêt. Puis, soudain, à quelques jours du dernier tour, voici des programmes. M. Giscard d'Estaing tire le premier : M. Mitterrand répond avec quarante-huit bulletins de retard. Pour rédiger ces textes, on a fait appel à une dizaine de spécialistes. Les noms des candidats : on prononce le nom de M. Philippe Saint-Martin pour M. Giscard d'Estaing, de M. Jean Philippe Baudy pour M. Mitterrand. Le premier, un « anarcho », ancien président de la Cour d'Appel, conseiller à la Cour des comptes, auteur de la « Charte de la nature », fondateur du Comité de la charte de la nature, second, fonctionnaire à l'OCDE, est co-auteur d'un ouvrage d'environnement, « Le Temps du vent ».

Rio tout ça. M. Philippe Saint-Marc, à la surprise générale, se présente pour M. Giscard d'Estaing, et M. Dumont, sans surprise, se range du côté de M. Mitterrand. D'ailleurs, environnementaliste contre gauche écologiste ? Ce n'est pas si simple.

Le Comité de la charte, qui a été élu par la population, réagit en le dévotant. Il est au bord de l'effondrement. Dans de nombreuses associations, même traitées dans le cadre de la bataille politique. La « gauche » du mouvement écologique ne parait pas résister au choc politique.

Aujourd'hui, on s'empare, on tente de récupérer les militants. Le Comité de la charte a repris son patient travail de réforme. Dans les comités locaux, on se retrouve devant les mêmes problèmes : les militants ne veulent pas de la charte à la reconnaissance. Car il s'agit maintenant de faire passer dans les faits les principes écologistes.

À l'écologie, on se ramène, on se sent plus fort. Aux cinquante associations qui ont soutenu M. Dumont se sont joints une centaine de comités de soutien. Ils ont fait campagne pour lui. L'écologie du candidat se transforme en centre de coordination du mouvement écologique qui crée une « charte » de la reconnaissance. Les militants de la gauche ne sont guère habitués à travailler en commun. On se connaît à peine, on est étranger aux autres. On voudrait accueillir tout le monde et établir une « charte ». On est « convivial », spontané, un peu libertaire. Mais, en même temps, on est très pas de compromission avec le système et l'on craint facilement sur les « bourgeois » de l'environnement.

Gentille anarchie, sectarisme. L'écologie de la reconnaissance, les tâches de certaines associations. A Montargis, arrive-t-on à l'organisation. À se donner un schéma d'action capable de mobiliser les sensibilités groupées — non encore structurées ?

Après habileté, le pouvoir semble offrir le dialogue. M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie, a l'intention (le Monde 6 juin) de réunir les associations dans chaque département. Elles pourraient ainsi définir leurs préoccupations communes, les soumettre aux administrations locales. Il y aura peut-être également une « structure de concertation » au niveau national. Pensez pour les uns, espoir pour les autres. Qu'ils soient réformateurs ou révolutionnaires, de « centre » ou de « gauche », les militants du mouvement écologique vont se trouver bientôt au pied du mur.

MARC AMBROISE-RENDU.

● DES CENTRALES ATOMIQUES D'LANGUEDOC. — Le conseil général de la Haute-Garonne a adopté, un vote de M. Masqueras (socialiste), conseiller général de Saint-Gaudens, condamnant les essais nucléaires dans le Pacifique et demandant que les projets d'installation de centrales atomiques sur le littoral languedocien, notamment à Port-La-Nouvelle et à Leucate, soient suspendus à tant que la nature et les représentations de leurs habitants à long et court termes n'auront pas été prises en compte et que la préservation de l'environnement et des ressources n'aient pas été garanties.

(Corresp.)

Pourquoi le Président de la République a-t-il joué la trêve de l'été avant la mise en place de son plan d'austérité ?

Quelle est sa stratégie ? Que nous prépare-t-il pour la rentrée ?

Comment réagiront les syndicats ?

Le NOUVEL OBSERVATEUR de lundi répond à toutes les questions que vous vous posez sur la politique économique du nouveau gouvernement.

Dans le même numéro : - Le premier dossier complet sur toutes les cures d amaigrissement. - Un document inédit révélant les vraies raisons de la rupture historique Staline-Mao.

Cette semaine encore, le NOUVEL OBSERVATEUR en dit plus aux millions de Français qui ont choisi l'information vraie.

Nemanquez pas ce numéro du NOUVEL OBSERVATEUR en vente lundi.

LE NOUVEL observateur

URBANISME

LE JUGEMENT DE LOUVECIENNES N'EST TOUJOURS PAS APPLIQUÉ

Trois mois après le jugement du tribunal administratif de Versailles ordonnant de surseoir à l'exécution d'un permis de construire un immeuble de bureaux à Louveciennes (Yvelines), les travaux continuent et l'immeuble de 127 mètres de long est presque achevé. Le Monde 6 juin 1974 (1 et 10 avril).

Dans une lettre adressée le 4 juin au ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, la loi de défense du plateau des Fontaines demande que la décision du tribunal soit opposée à ce que le maire de Louveciennes et les autres communes du plateau de Louveciennes se refusent à faire. « Vous vous êtes écartés à plusieurs reprises contrairement à la loi de l'administration à l'égard des promoteurs », écrit le comité. Nous ne recommandons pas les problèmes de ceux-ci, en particulier sur le plan de l'urbanisme, mais il nous paraît responsable d'une telle attitude. Nous ne recommandons pas les problèmes de ceux-ci, en particulier sur le plan de l'urbanisme, mais il nous paraît responsable d'une telle attitude. Nous ne recommandons pas les problèmes de ceux-ci, en particulier sur le plan de l'urbanisme, mais il nous paraît responsable d'une telle attitude.

Des militants avides

de se faire entendre

« Mais, les moyens qu'ils ont
 pour faire passer leurs idées
 dans le C.G.T., les pensent-ils
 parfois, comme un délégué du
 Rhône, qu'il faut « aider les
 anciens parce qu'ils sont un peu
 dépassés », et estiment le plus sou-
 vent qu'ils n'ont pas à s'engager
 dans le conflit de générations.
 Mais, au plus lassement-là paraître
 le plus souvent, c'est parmi les
 militants les plus actifs.

Mais, bien qu'ils soient un
 afflux important de jeunes vers
 les sections, les militants les plus

leur individualité
 des contraintes,
 DÉTAT, très ap-
 preçu sur ce que
 Lorange, où des
 amers à la suite
 en aucun mouve-
 ment violent, a
 Plus tard, inter-
 tièrement ma-
 nne de débats.
 innuagé, vecu

(1) Des délégations de l'Union soviétique et de la République démocratique allemande assisteront également à la manifestation. Elles sont représentées au Mouvement de la Jeunesse communiste de France, de la Jeunesse ouvrière chrétienne et l'Union nationale des étudiants de France (cf. Secours).

Les autorités britanniques ont la notification « Avumay » (vitalité)

navires à s'éloigner des parages
l'atoll polynésien de Mururoa.
doivent avoir lieu les prochaines
expériences nucléaires françaises.
La notification est valable à par-
tir du 11 juin et jusqu'à nouvel
ordre. On a appris vendredi 14 juin
à Londres, de source compétente

« La reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique sud, si ce pour une année seulement, est un affront à la civilisation. Elle témoigne du mépris complet qu'éprouve la France pour le bien-être et les vœux des peuples de cette région. » — (A.F.P., Reuter.)

maritime afin de mettre au point les modèles de cette activité. M. Hawke a toutefois précisé que le boycottage sera moins important cette année qu'en 1972 et 1973.

Le Pérou a rappelé son appel aux essais nucléaires dans le sud du Pacifique : « Nous espérons que la France réfléchira à suspendre tira nucléaire », a déclaré le 13 M. Edgardo Mercado Jarrin, premier ministre et ministre péruvien de la guerre.

Ce sont : le parti communiste français, le parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche, le P.S.U., Objectif socialiste, la Jeune République, la C.G.T., la C.F.D.T., la F.E.N., le Mouvement de la paix, la Ligue des droits de l'homme, l'Union des femmes françaises, le Mouvement de la jeunesse communiste, la Jeunesse ouvrière chrétienne, le M.D.P.L., le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix.

(De notre correspondant.)

Cherbourg. — Après les Jambes de la mer organisées, la semaine dernière, par les autorités du port militaire et de l'arsenal de Cherbourg, qui ont permis à plus de vingt-cinq mille personnes et après des visites d'une escadre de l'OTAN, les fêtes de la ville de Cherbourg (*le Monde* des 6 et 7 juin), les matelots soviétiques de la Baltique s'en retourneront, en escale de passage, à Cherbourg du vendredi 12 au samedi 13 juin, à bord de l'escadre de croisière Soviétique, équipée d'un croiseur Soviétique — 20 000 tonnes et 100 000 ch de puissance — qui portera la marque du contre-amiral Lapenkov, et de l'escorte d'escadre *Nastouchkine* — 4 400 tonnes, — soit un équipage total d'environ mille cinquante hommes. Déjà en 1965, une escadre de ce type avait escale à Cherbourg avec le croiseur *Révolution d'Octobre* et un destroyer de la flotte de

... qui va à l'encontre des efforts de paix dans le monde et grave lourdement l'économie mondiale.

Interrogé, jeudi 13 juin, à Paris, sur la reprise des essais nucléaires atmosphériques à Mururoa (M. Francis Sanford, député (réformateur) de Polynésie française, nous a déclaré notamment : « Je suis opposé à tous les essais nucléaires dans le monde, y compris naturellement les essais français dans la Polynésie française, que ces expériences soient aériennes ou souterraines. Je suis également opposé à l'installation d'une centrale nucléaire sur notre territoire. (1).

Nancy qui confirme son appel
Nancy. »
« J'arrive du Polynésie, et
constate que le franc est mola-
re en conséquence que le gou-
vernement demande des sacrifices
polynésiens. Si ces nou-
veaux impôts créés sont, en
partie, pour la continuation de
expériences nucléaires en Polyné-
sie, je dis que je plains sévé-
rement toute la population
Française », a conclu M. Fran-
çois, qui tient à « remarquer
que les organismes métropoli-
tains et étrangers qui ont to-
ut fait pour essayer de nous débai-
rasser de cette calamité de
pollution que sont les essais
nucléaires ».

EN COOPÉRATION AVEC LE MONDE DE FOOTBALL


WM 74

De notre envoyé spécial

[illegible]

passé à réviser grand-chose de ce match si ce n'est que l'équipe de la R.F.A. a donné l'impression d'être un peu plus en forme que le fond.

Après avoir pris d'une seule main les spectateurs du Volksparkstadion de Hambourg — qui, lui, n'est pas un stade national — il est bien curieux que l'entraîneur allemand, Helmut Schön, ait fait sa première sortie, face à l'Australie, avec une équipe qui n'a pas de buts, des ambitions qu'on dirait à la fois modestes et exorbitantes.

Les joueurs de R.F.A. sont rapides et puissants. Ils font bien croquer la défense adverse. Mais à de rares occasions de buts mais l'ensemble de l'équipe n'est pas très stable et les buts homogènes.

C'est ainsi que leurs adversaires, les Australiens, ont pu profiter de la surprise. L'équipe d'Australie, qui

Sur la pelouse, en revanche, un représentant chilien s'est distingué : le nommé Carlos Caselli, porteur du numéro 7. Ce dange-reux individu a été justement expul-sé du terrain par l'arbitre de la rencontre, M. Babacan.

Il ne sera certainement pas le seul à subir cette sanction : les directeurs de jeu ont vu requi des coups de cravate et ont demandé les policiers. A la coupe du match R.D.A.-Australie, devrait vendre à Hambourg, l'excellent arbitre stéréalais M. N'Diaye, a distri-

obstacle si sérieux, l'adverse n'a pas. C'est en effet le Pula Breitner, qui, pour sa v-lection en équipe, que le premier (il est le) contre un pul-23 mètres, don-lien n'a pas vu-était en partie, aussi, juste re-danger des dé-

Exécute un

l'automne avant de surmonter. Les munichois, âgés de dix à vingt-cinq ans, deuxième sectionale, à la marche de cette phase de cette randonnée, il tirait de gardien chilien. Vespasien, c'est des choses, les renforts.

but, il n'y a

est-allemande. Jusque-là, c'est l'information australienne, très athlétique très « motivée », qui avait donné la meilleure impression.

Tout aussi symbolique a été le succès à Dordrecht, l'échec à Amsterdam. Les Zairais, victorieux, ont été accueillis non seulement par deux buts mais par la présence du premier représentant de l'Afrique noire au monde dans la Coupe de la Confédération. Le football dans cette région du monde. Les Zairais ont montré qu'ils étaient d'excellents techniciens. Mais face aux Hollandais, ils ont été défaits. Les expérimentés lis ont paru se comparer naïf, et ont été souvent scandalisés par la « virilité » de leurs adversaires.

Mais il émane de cette équipe une allure féline et inspirée, de réelles possibilités. Leur jeu est fluide, ils jouent avec plaisir. Le joueur nigérian fait plaisir à regarder, dans ce monde, dans cette compétition, il n'y a pas de risque de manquer singulièrement de spontanéité.

MICHEL CASTAING.

LES RESULTATS

A Berlin-Ouest /groupe 1)
F.A. b. Chili 1-0. but : Breilma

A Hambourg (groupe I) : E.D.
Australis 2-4, buts : Sparwasser
cinquante-huitième minute) e
reich (soixante et onzième minute;
A Dortmund (groupe II) : Ecosse
Zaire 2-4, buts : Lorimer (vingt
ième minute) et Jordan (dixième
ième minute).

Qui dira l'apreté de la compé-
tion de tennis entre femmes ?

[illegible][illegible]

OLIVIER MERLIN,

RESULTATS DES DEMI-FINALES
 Simple Games : Miss Evert (E.-U.)
 bat Mme Masthoff (R.F.A.) 7-5, 6-4
 Mme Marozova (U.R.S.S.) bat

Le Monde des Philatélistes

NOUVEAU DE LA PHILATÉLIE

publié le 1^{er} dimanche de JUIN

- Dix-sept timbres de France prévus jusqu'au 1^{er} fin octobre.
- Les 4 émissions du monde entier.

Un catalogue permanent (général des nouvelles).

Pour la visite du Musée postal : description des salles.

EN VENTE 4 F.
CHEZ LES MARCHANDS
DES JOURNAUX

Ces quelques anecdotes montrent bien la fonction de l'humour telle que nous la définissons : « L'humour ne se résume pas, il défie ; il implique non seulement l'ironie, mais aussi, mais encore au principe de plaisir, qui trouve dans moyen de déformer des situations, des événements défavorables » (2).

Defin encore que ce mot d'un ordre d'importance capitale, qui demande un fardard pour protéger sa gorge contre le vent, et qui, par conséquent, l'humour est un signe de santé psychique. Un don rare et précieux, voire le plus précieux.

En vente à 4 F
chez les MARCHANDS
de presse

publie dans son numéro
de JUIN

- Dix-sept timbres de France
prévus jusqu'à la fin octobre
- Les émissions du monde
entier.
- Un catalogue permanent
général (des nouveautés).
- Pour la visite du Musée pos-
tal : description des salles.

**EN VENTE A 4 F
CHEZ LES MARCHANDS
DE JOURNAUX**

JUSTICE

LE PROCÈS DES SAUVAGES FACTURES DE LYON LES DEUX ASPECTS D'UN DOSSIER - PHARE

Lyon. Dans le châtiment parfois facile de ces délits, voilà une affaire phare. Ce n'est point par le seul fait qu'elle ait été seule à occuper les sept heures d'audience de la journée du 14 juin. C'est bien davantage parce qu'elle concerne deux sociétés anonymes puissantes, l'industrielle et la commerciale, et que l'une et l'autre ont été, à leur tour, accusées de fraude fiscale et de fraude sociale.

Alors, l'affaire se situe à deux niveaux. D'une part, le plus important, il s'agit de rechercher la valeur de ces factures, d'apprécier si les travaux dont elles font état correspondent ou non à des réalisations, si oui, à quel point. D'autre part, il s'agit de déterminer si les dirigeants parisiens ont pu, en leur qualité de dirigeants, être responsables de ces fraudes.

En termes de la justice, il apparaît qu'il s'agit du premier chapitre d'une affaire qui se poursuit, à la fois, à la Cour d'appel de Lyon et à la Cour de cassation. Le dossier est en effet, à ce stade, divisé en deux parties. La première, celle de la Cour d'appel, concerne la responsabilité des dirigeants parisiens. La seconde, celle de la Cour de cassation, concerne la responsabilité des dirigeants lyonnais.

Sans aller jusqu'à dire que c'était la affaire d'importance, les tribunaux ont accordé une haute importance à l'accomplissement de ces tâches. Ils ont, en effet, tenu à ce que les deux sociétés, l'industrielle et la commerciale, soient jugées séparément. Cela a permis de clarifier les responsabilités et de rendre la justice plus équitable.

Sous-traitance de balayeur. Il n'est pas sans intérêt de noter que, pour la Cour d'appel, il s'agit d'une affaire de sous-traitance de balayeur. Les deux sociétés, l'industrielle et la commerciale, ont été accusées de fraude fiscale et de fraude sociale. Les juges ont, en effet, constaté que les deux sociétés ont utilisé des sous-traitants pour effectuer des travaux de balayage, sans leur verser le salaire minimum.

Recommandation. Il est à noter que, dans le dossier, il y a une recommandation de la Cour d'appel. Elle recommande que les deux sociétés, l'industrielle et la commerciale, soient jugées séparément. Cela a permis de clarifier les responsabilités et de rendre la justice plus équitable.

Sans doute, M. Perrault et ses collaborateurs ont, comme nous l'avons dit, fait preuve d'une certaine responsabilité. Mais, en même temps, ils ont aussi fait preuve d'une certaine irresponsabilité. Ils ont, en effet, utilisé des sous-traitants pour effectuer des travaux de balayage, sans leur verser le salaire minimum.

la première fois, la question se trouvait posée de savoir si les dirigeants nationaux de ces deux entreprises pouvaient être considérés comme responsables d'agissements plus directement rattachés à leurs subordonnés de la délégation régionale de Lyon. Car si les factures étaient fausses, les dirigeants nationaux auraient eu la possibilité de les faire contrôler.

Il est bien évident que le président de la Cour d'appel, M. Perrault, a été très attentif à la question de la responsabilité des dirigeants. Il a, en effet, tenu à ce que les deux sociétés, l'industrielle et la commerciale, soient jugées séparément. Cela a permis de clarifier les responsabilités et de rendre la justice plus équitable.

Une défense monolithique. Chacun a pu constater que, dans le dossier, il y a une défense monolithique. Les deux sociétés, l'industrielle et la commerciale, ont été accusées de fraude fiscale et de fraude sociale. Les juges ont, en effet, constaté que les deux sociétés ont utilisé des sous-traitants pour effectuer des travaux de balayage, sans leur verser le salaire minimum.

Poursuits pour révélation de secrets de fabrique. M. VAUCLAIR (député U.D.R.) ET CINQ AUTRES PERSONNES COMPARAISSENT EN CORRECTIONNELLE.

La description étonnante de la situation de la Cour d'appel, le 14 juin, était, en fait, une description de la situation de la Cour de cassation. Les deux sociétés, l'industrielle et la commerciale, ont été accusées de fraude fiscale et de fraude sociale. Les juges ont, en effet, constaté que les deux sociétés ont utilisé des sous-traitants pour effectuer des travaux de balayage, sans leur verser le salaire minimum.

Le prévenu protestait et leur infirmité. Les juges ont, en effet, constaté que les deux sociétés ont utilisé des sous-traitants pour effectuer des travaux de balayage, sans leur verser le salaire minimum. Les prévenus ont protesté et ont affirmé qu'ils n'avaient rien fait de mal.

Liberté d'expression pour une entreprise. M. Perrault, dans son discours, a affirmé que les deux sociétés, l'industrielle et la commerciale, ont le droit de s'exprimer librement. Les juges ont, en effet, constaté que les deux sociétés ont utilisé des sous-traitants pour effectuer des travaux de balayage, sans leur verser le salaire minimum.

Le jeune Jean-Pierre, accusé de fraude fiscale. M. Perrault, dans son discours, a affirmé que le jeune Jean-Pierre, accusé de fraude fiscale, a le droit de s'exprimer librement. Les juges ont, en effet, constaté que le jeune Jean-Pierre a utilisé des sous-traitants pour effectuer des travaux de balayage, sans leur verser le salaire minimum.

Inculpé de recel de «rents Pinay»

M. J.-B. CASABIANCA
EST MIS EN LIBERTÉ
SOUS CAUTION

M. Zallaguer, premier juge d'instruction à Paris, chargé de l'affaire de cambrilages, a mis en liberté sous caution M. J.-B. Casabianca, accusé de recel de «rents Pinay».

M. Pierre Truche, le procureur adjoint, a demandé que M. Casabianca soit mis en liberté sous caution. Les juges ont, en effet, constaté que M. Casabianca a utilisé des sous-traitants pour effectuer des travaux de balayage, sans leur verser le salaire minimum.

Alors, M. Casabianca a été mis en liberté sous caution. Les juges ont, en effet, constaté que M. Casabianca a utilisé des sous-traitants pour effectuer des travaux de balayage, sans leur verser le salaire minimum.

JEAN-MARC THEOULIERE.

MA TRIBUNAL DES FORCES ARMÉES DE BORDEAUX Deux insoumis sont condamnés à deux ans d'emprisonnement

De notre correspondant

Bordeaux. — Le tribunal permanent des forces armées de Bordeaux, dans la séance du 14 juin, a condamné à deux ans d'emprisonnement deux insoumis.

Les deux insoumis, M. et M., ont été accusés de fraude fiscale et de fraude sociale. Les juges ont, en effet, constaté que les deux insoumis ont utilisé des sous-traitants pour effectuer des travaux de balayage, sans leur verser le salaire minimum.

JOEL AUBERT.

«CEUX QUI ONT TORT» Une lettre de l'union fédérale des magistrats

Une influence sur la juridiction, même si cette influence est minime, nous la pensons, qu'il nous faut nous en rendre compte. Nous ne sommes pas des juges, nous sommes des hommes.

Notre organisation professionnelle, notre statut, notre rôle, nous les avons définis. Nous les avons définis en fonction de la loi. Nous les avons définis en fonction de la justice.

Représentant près de deux tiers des magistrats de ce ressort, nous nous sommes réunis pour discuter de la situation. Nous nous sommes réunis pour discuter de la justice.

De même qu'une brulure ne fait pas le printemps, le comportement des magistrats ne fait pas la justice. Nous nous sommes réunis pour discuter de la justice.

Non-lieu. POUR DES GENDARMES ACCUSÉS DE VIOLENCES GRAVES. (De notre correspondant.) Grenoble. — M. René Thériault, juge d'instruction à Grenoble, a rendu le 14 juin une ordonnance de non-lieu dans l'affaire de violences graves.

GOLVERN
liber opinionum
LEGERET

17, av. de la FORET - 11-19 h.

عبدالله بن عبدالمطلب

Fermeté du dollar

AU CONGRÈS DE TOULOUSE

Force ouvrière ne se laissera pas entraîner dans le rapprochement réalisé entre le P.S. et le P.C. réaffirme M. Bergeron

[illegible]

leur terre faisait état des mutations turques depuis la naissance de la nation ottomane, de la C.G.T. et de la C.F.D.T. auprès de nombreux militants de la région, de la région F.O. et la charité d'Amiens, qui promettait l'indépendance syndicale et la reconnaissance des droits sociaux, la reconnaissance de la liberté de conscience, la neutralité ; la reconnaissance des programmes de gouvernement et même sur un type de démocratie sociale, la reconnaissance des objectifs prioritaires et son action à long terme, pour modifier l'ordre social, la reconnaissance de la justice sociale plus juste, même l'acceptation d'une communauté sur des objectifs prioritaires avec une action courante sur l'hygiène sociale, la reconnaissance de la reconnaissance internationale.

Mais, pour aménager, régler la commission, ne pouvait selon les usages des congrès F.O., être reporté à l'été 1964, car les militants n'avaient pas de ressources, à défaut de contre-révolution.

La révolution confédérale, après avoir repensé toute intégration du syndicalisme dans l'Etat, a coordonné ses diverses méthodes d'enseignement et de constitutionnement qui, sous prétexte de participation, de démocratisation de l'économie, d'autogestion dans l'entreprise, conduisent à une corporatisme dactérent et étriqué, à la mise en cause des possibilités d'action et de réaction des travailleurs et imposent un nouveau système de responsabilité qu'il s'agisse pas éthiques. La démocratie économique, la tenue alléant, dépend essentiellement de l'intervention et de la pression syndicales libres et permanentes.

[illegible]

une véritable destruction de la gauche socialiste. Mais une bonne partie des électeurs de M. Mitterrand qui siègent à Toulouse viennent de la S.F.I.O. C'est dire leurs similitudes vis-à-vis de l'autogestion et du P.S.U., ou du programme commun et du parti communiste.

La majorité plus ou moins électorale de F.C. a elle bien entendu M. Bergeron, occamisé lorsqu'il déclara que le néo-socialisme du syndicat de fractions politiques organisées par le P.C. était une force de l'ordre. Force ouvrière. Dès le premier jour, le leader pouvait être sûr de la cohésion de ses troupes. Quand il les invita à réaffirmer les principes fondamentaux définis par les créations de la C.G.T., il fut applaudi. Il s'agissait pas de conservatisme mais de « l'indépendance syndicale qui, seule, permettrait l'unité, si elle était respectée ».

JOANINE ROY.

[illegible]

La capitale de l'Equateur. Leurs tâches essentielles seront de fixer le prix du pétrole pour le troisième trimestre de 1974 et de discuter des réformes fiscales à mettre en œuvre dans les pays producteurs. La

Aux assises des Alpes-Maritimes

**RÉCLUSION CRIMINELLE
A PERPÉTUITÉ
POUR LES DEUX PRINCIPAUX
ACCUSÉS**

[illegible]

Augmenterai-ent de 9 %. L'Arabie saoudite, qui avait eu contraire-ment proposé de ramener le prix attaché à dollars le baril, reste opposée à toute augmentation.

En rendant son verdict, ce samedi matin, dans le procès des trois malfaiteurs qui, en avril 1970, se retranchèrent dans un hôtel de Villefranche-sur-Mer en prenant des otages pour leur libération.

pour les clients de l'établissement, le cour d'assises des Alpes-Maritimes a suivi les réquisitions de l'avocat général (nos dernières éditions). Maurice Sorini et Roger Estrella ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité et Georges Narmont à dix ans.

HEC - ESSEC - ESCP
Classes terminales - Préparation intensive à l'entrée de l'école

**ET SÉJOURS
SPÉCIAUX ADULTES**

Remettn. : Mlle Michèle WEISS.
67. r. Normandie, 92400 Courbevoie.